

France 2027 — Programme présidentiel chiffré

Exécution complète du benchmark — trois scénarios : Prudent, Ambitieux, Disruptif

Réponse produite par Claude (Anthropic) · 23 août 2026 · Statuts : FAIT / HYPOTHÈSE / ESTIMATION / PROPOSITION

Exécution complète du benchmark, trois scénarios : Prudent, Ambitieux, Disruptif

Réponse produite par Claude (Anthropic), 23 août 2026.

Avertissement, qui fait partie de la réponse. « Ce qui serait bon pour la France » est un choix de valeurs, pas un fait. Une IA n'a aucune légitimité pour trancher le bien commun d'un pays. Ce texte est une construction à contester. Et la liberté « sans contrainte » est une fiction : un président compose avec l'Assemblée, l'Europe, les marchés, le consentement social et le temps. J'utilise donc la liberté sur les mesures, mais je reste honnête sur la faisabilité, le financement, les effets de second ordre et la réversibilité.

Statuts, tagués partout. FAIT (donnée observée sourcée), HYPOTHÈSE (variable posée), ESTIMATION (calcul), PROPOSITION (choix).

ÉTAPE 0 — Socle factuel (FAIT, sauf mention)

Cadre budgétaire 2025 (INSEE, comptes des administrations publiques, mars-juillet 2026) : PIB nominal 2 991 Md€ ; déficit public **5,1 %** (152,5 Md€) ; dette **115,6 %** (3 460,5 Md€) ; prélèvements obligatoires 43,6 % ; dépenses 57,2 % ; recettes 52,1 % ; charge d'intérêts **64,7 Md€** ($\approx 2,2$ % du PIB) ; solde primaire $\approx -2,9$ %. La charge d'intérêts passe à ≈ 74 -77 Md€ en 2026 et devient le premier poste de l'État devant la Défense (Cour des comptes, PLF 2026).

Repères de dépense (PLF 2026) : Défense 57,1 Md€, trajectoire LPM actualisée vers **76,3 Md€ en 2030 (2,5 % du PIB)** ; Éducation nationale 64,5 Md€ hors pensions ; Justice 10,7 Md€ hors pensions ; Recherche et enseignement supérieur 15,6 Md€ ; DIRD (R&D intérieure) **2,18 % du PIB** en 2023 contre 2,70 % en moyenne OCDE et 3,4 % aux États-Unis.

Indicateurs structurels : chômage **7,7 %** en 2025 (Allemagne 3,9 %), taux d'emploi des 15-64 ans 69,4 % ; indice de fécondité **1,56** en 2025 (plus bas depuis 1918), solde naturel négatif pour la première fois depuis 1945 (INSEE, bilan démographique 2026).

La contrainte qui borne les trois scénarios (FAIT, HCFP, avis sur l'actualisation de la LPM, 2026). Dès 2027, la seule progression des lois de programmation déjà votées dépasse 8 Md€. L'ensemble des autres dépenses, hors charge d'intérêts, ne peut donc croître que d'environ **11 Md€** pour tenir la trajectoire européenne. C'est cette marge, et non un chiffre magique, qui borne le programme. Aucun scénario ne l'ignore ; ils la franchissent avec des degrés de risque différents.

ÉTAPE 1 — Fonction-objectif et priorités

Fonction-objectif assumée (OPINION). Je pondère fortement le long terme et l'équité entre générations. Je fais passer les jeunes et la base productive avant les rentes acquises. Je traite la cohésion sociale comme une contrainte dure. Je refuse le clivage droite = moins de dépense, gauche = plus d'impôt. Objectif unique traduit en une phrase : restaurer la capacité d'agir du pays.

Six priorités, chacune adossée à un mécanisme causal.

1. **Travail et démographie.** Le modèle social repose sur le nombre d'actifs et le renouvellement des générations ; sans assiette cotisante, il s'effondre. Mécanisme : plus d'emploi et de naissances, plus de recettes et moins de dépenses passives.
2. **Énergie décarbonée.** L'électricité pilotable bas carbone est le seul avantage compétitif structurel disponible pour réindustrialiser. Mécanisme : énergie compétitive, industrie et exportations.
3. **École et compétences.** Seul investissement qui change la trajectoire d'un pays à trente ans. Mécanisme : capital humain, productivité, cohésion.
4. **État qui exécute et régalien restauré.** Le mal français est l'exécution, et le cœur régalien (justice d'abord) est sous-doté. Mécanisme : État efficace et crédible, confiance et souveraineté.
5. **Europe.** Seule, la France est trop petite pour l'échelle qui compte (défense, capital, calcul, énergie). Mécanisme : mutualisation, effet de levier de puissance.
6. **Cohésion et confiance.** Rien ne tient dans une société fracturée. Mécanisme : consentement social, condition de toute réforme.

ÉTAPES 2 et 3 — Mesures importantes, chiffrées, en trois intensités

Chaque mesure est documentée par ses champs. Les montants sont annuels, à l'horizon de fin de mandat (ESTIMATION), sauf repères tagués FAIT.

Priorité 1 — Travail et démographie

M1.1 — Emploi des seniors et quantité de travail (le levier le plus rentable)

Intensité : Prudent, index senior incitatif et cumul emploi-retraite élargi, rendement +5 à 8 Md€ · Ambitieux, index senior contraignant, conditionnalité des dispositifs de fin de carrière, réforme de l'assurance chômage vers le retour à l'emploi, rendement +15 à 25 Md€ · Disruptif, réforme structurelle âge et durée avec convergence des régimes, rendement +15 à 20 Md€.

Instrument : loi, loi de financement de la Sécurité sociale, négociation sociale. Calendrier : dès 2027, montée en charge sur cinq ans. Responsable : ministères du Travail et des Comptes publics, Urssaf.

Mécanisme : plus d'assiette cotisée, moins de dépenses de chômage et de préretraite (le chômage français est à 7,7 % contre 3,9 % en Allemagne, FAIT ; la DG Trésor a chiffré en 2024 le gain d'un rapprochement du taux d'emploi vers l'allemand).

Dépendances : conjoncture, dialogue social. Risque : hausse du chômage des seniors si l'offre d'emploi ne suit pas. Indicateur : taux d'emploi des 55-64 ans. Réversibilité : forte (incitatif) à moyenne (structurel).

M1.2 — Politique familiale de long terme

Intensité : Prudent, revalorisation ciblée et plan de garde modeste, coût +2 à 3 Md€ · Ambitieux, universalité des

allocations familiales et grand plan de places de garde, coût +5 à 8 Md€ · Disruptif, choc nataliste, quotient familial renforcé et congé parental long rémunéré, coût +10 à 12 Md€.

Instrument : loi de financement de la Sécurité sociale, loi de finances. Calendrier : dès 2027, effet démographique à quinze ans. Responsable : ministères des Solidarités et des Comptes publics, Cnaf.

Mécanisme : lever les freins à la natalité (fécondité à 1,56, solde naturel négatif, FAIT). Réserve d'honnêteté : l'effet des aides sur la fécondité est réel mais lent et modéré (commission des affaires sociales, Assemblée nationale, 2025). On finance une condition de long terme, pas un résultat à cinq ans.

Dépendances : accès au logement, garde d'enfants. Risque : coût immédiat pour un rendement démographique différé et incertain. Indicateur : indice conjoncturel de fécondité, places de garde créées. Réversibilité : forte.

M1.3 — Immigration économique qualifiée

Intensité : Prudent, calibrage à droit constant · Ambitieux, politique par compétences et intégration réelle · Disruptif, refonte complète, système à points et quotas sectoriels.

Instrument : loi. Effet budgétaire neutre à légèrement positif, non chiffré ici car dépendant des paramètres.

Risque : tension sur l'intégration et l'acceptabilité. Réversibilité : moyenne.

Priorité 2 — Énergie décarbonée

M2.1 — Nouveau nucléaire (EPR2)

Intensité : Prudent, confirmer les six EPR2 engagés, coût budgétaire +1 à 2 Md€ (bonification) · Ambitieux, EPR2 plus réseaux et stockage accélérés, +3 Md€ · Disruptif, EPR2 accéléré plus SMR et plan calcul souverain, +8 à 10 Md€.

Repère (FAIT) : programme chiffré à **72,8 Md€** (valeur 2020, hors financement, plafond EDF déc. 2025), plus de 100 Md€ avec financement (Cour des comptes), soit ≈ 3,6 Md€/an sur 20 ans ; première mise en service 2038.

Instrument : décision d'investissement, aide d'État validée par Bruxelles, contrat pour différence. Calendrier : construction sur 20 ans. Responsable : État actionnaire, EDF, DINN.

Mécanisme : électricité pilotable bas carbone pour réindustrialiser. Point de vérité budgétaire : financé à ≈ 60 % par prêt d'État bonifié et par un CfD sur 40 ans, l'impact sur le déficit annuel est modeste ; le coût affiché n'est pas la charge annuelle.

Dépendances : validation européenne, demande électrique (RTE, 442 TWh en 2024, cible 580 en 2050). Risque : dérive de chantier (précédent Flamanville). Indicateur : coût unitaire par réacteur, calendrier de mise en service.

Réversibilité : faible une fois la décision d'investissement prise.

M2.2 — Réseaux, renouvelables, stockage

Intensité : Prudent au fil de l'eau · Ambitieux raccords accélérés et garanties · Disruptif grand plan réseau et data centers souverains.

Coût budgétaire direct limité : l'essentiel est porté par EDF, RTE et le privé, financé par les tarifs et l'emprunt.

Levier de croissance à faible coût public, sous réserve d'une demande électrique qui suit. Réversibilité : moyenne.

Priorité 3 — École et compétences

M3.1 — Refondation du primaire

Intensité : Prudent, redéploiement à démographie décroissante, +2 Md€ · Ambitieux, dédoublement étendu et revalorisation ciblée contre évolution du métier, +6 Md€ · Disruptif, autonomie des établissements et revalorisation massive, +10 Md€.

Repère (FAIT) : Éducation nationale 64,5 Md€ hors pensions, premier budget de l'État ; le système perdra un million d'élèves entre 2019 et 2029.

Instrument : loi de finances, réforme statutaire. Calendrier : par marches, effet à vingt ans. Responsable :

Éducation nationale.

Mécanisme : capital humain et réduction de l'écart social qui se creuse tôt. La baisse démographique est une opportunité de redéploiement vers la qualité, pas un prétexte à coupe aveugle.

Dépendances : attractivité du métier, formation. Risque : dépense sans effet si non ciblée. Indicateur : résultats aux évaluations de début de cycle, taux d'encadrement. Réversibilité : moyenne.

M3.2 — Apprentissage, voie professionnelle : Prudent maintien, Ambitieux relance, Disruptif refonte. Coût inclus dans l'enveloppe éducation. Réversibilité forte.

M3.3 — Université et recherche : financement sur l'efficacité, non la reconduction. Lié à la R&D (M7). Réversibilité moyenne.

Priorité 4 — État qui exécute et régaliens restaurés

M4.1 — Défense (le principal engagement nouveau)

Intensité : Prudent, tenir la LPM, 76,3 Md€ en 2030 (2,5 %), +0 au-delà · Ambitieux, viser **3 % en 2030 ≈ 103 Md€, soit +26 Md€/an** · Disruptif, viser **3,5 % ≈ 122 Md€, soit +45 Md€/an**.

Repère (FAIT) : LPM actualisée avril 2026, +36 Md€ sur 2026-2030 ; cible OTAN de La Haye 3,5 % + 1,5 % de sécurité (5 % total) en 2035.

Instrument : loi de programmation militaire actualisée, lois de finances. Calendrier : marches annuelles jusqu'en 2030. Responsable : ministère des Armées.

Mécanisme : réarmement face à la dégradation stratégique. Condition de souveraineté attachée : cet argent doit irriguer la base industrielle européenne, l'industrie américaine captant déjà ≈ 60 % des importations d'armement de l'UE (FAIT). Sans montée en cadence de la BITD, la hausse finance l'extérieur.

Dépendances : capacité industrielle, tenue budgétaire. Risque : rigidification du budget (restes à payer), captation étrangère. Indicateur : effort de défense en % du PIB, commandes à la BITD nationale et européenne.

Réversibilité : faible (engagements pluriannuels).

M4.2 — Justice

Intensité : Prudent, LOPJ tenue (+0,3 Md€/an) · Ambitieux, au-delà de la LOPJ (+1,5 Md€/an) · Disruptif, plan judiciaire et pénitentiaire de rupture (+3 Md€/an).

Repère (FAIT) : Justice 10,7 Md€ hors pensions (2026), LOPJ 2023-2027 visant +10 000 ETP. Instrument : loi de programmation, loi de finances. Mécanisme : réduire les délais, restaurer la confiance. La justice est le maillon régaliens le plus dégradé, donc prioritaire avant sécurité et défense dans l'ordre de restauration. Réversibilité : moyenne.

M4.3 — Sécurité : programmation Intérieur, +1 à +2 Md€/an selon scénario. Réversibilité moyenne.

M4.4 — Simplification et IA de l'État (levier d'économie, modéré et lent)

Intensité : Prudent +2 à 3 Md€ · Ambitieux +5 Md€ · Disruptif +5 à 10 Md€ (réduction des échelons territoriaux).

Instrument : loi, réorganisation, systèmes d'information. Mécanisme : productivité de l'État. Honnêteté requise : les économies démontrables à cinq ans sont de quelques milliards, pas des dizaines ; l'IA est un levier réel mais lent, jamais une caisse d'économies immédiates. Risque : dépenses SI mal pilotées, dépendance à des fournisseurs non souverains. Réversibilité : forte pour l'IA, faible pour les échelons territoriaux.

Priorité 5 — Europe

M5.1 — Union des marchés de capitaux : cesser de financer la tech américaine avec l'épargne européenne. Coût budgétaire national quasi nul, fort effet de croissance. Instrument : négociation européenne. Réversibilité forte. C'est le meilleur rapport effet/coût du programme.

M5.2 — Base industrielle de défense européenne : préférence d'achat européenne assumée dans le scénario disruptif. Lié à M4.1. Réversibilité moyenne.

Priorité 6 — Cohésion et confiance

M6.1 — Méthode (identique aux trois scénarios) : nommer les perdants, commencer l'effort par les insiders (pensions élevées, niches, rentes) avant les plus fragiles, équité territoriale par redéploiement. Coût nul. Réversibilité forte.

M6.2 — Réforme constitutionnelle (scénario disruptif seul) : déconcentration du pouvoir présidentiel, dose de proportionnelle, décentralisation. Coût budgétaire nul, mais **réversibilité faible** : engagement pour des décennies. C'est le point le plus lourd du disruptif.

R&D transversale

M7.1 — Budget stratégique R&D : cible DIRD 2032 de 2,5 % (Prudent, +3 à 4 Md€ public), 3 % (Ambitieux, +10 à 15 Md€), 3,5 % (Disruptif, +20 Md€). Fléché IA et calcul, énergie, semi-conducteurs, défense, quantique, biotech, spatial. Départ 2,18 % (FAIT), loin de l'OCDE (2,70 %). Budget d'investissement à clause d'arrêt, pas rente. Réversibilité forte.

ÉTAPE 4 — Enveloppes consolidées et audit comptable (ESTIMATION)

Identité de contrôle : dépenses nouvelles – financement = effet sur le solde. La charge d'intérêts (+12 Md€/an) joue contre les trois.

Scénario Prudent.

Dépenses nouvelles **≈ 10 à 13 Md€/an** (école +2, famille +2 à 3, R&D +3 à 4, justice/sécurité +1, énergie +1 à 2). Financement **≈ 14 à 19 Md€/an** (aides revue modérée +5, emploi seniors +5 à 8, simplification +2 à 3, niches +2 à 3).

Audit : financement supérieur à la dépense de **≈ 3 à 6 Md€**. **Déficit réduit lentement vers ≈ 4 à 4,3 % en fin de mandat**, dette stabilisée vers 117-118 %. Reste dans la marge HCFP.

Scénario Ambitieux.

Dépenses nouvelles **≈ 55 à 60 Md€/an** (défense +26, R&D +12, famille +6, école +6, justice/sécurité +2,5, énergie +3).

Financement **≈ 45 à 60 Md€/an** (emploi seniors +15 à 25, aides rigoureuse +10 à 15, retraites indexation ciblée +8, niches +8, simplification/IA État +5).

Audit : approximativement neutre. **Déficit stabilisé ≈ 4,5 à 5 %**, dette stabilisée **≈ 116-118 %**. L'investissement de souveraineté est financé, le déficit n'est pas résorbé dans le mandat. C'est dit clairement, conformément au refus de la promesse indolore.

Scénario Disruptif.

Dépenses nouvelles **≈ 90 à 100 Md€/an** (défense +45, R&D +20, énergie +10, école +10, famille +12, justice/sécurité +5).

Financement par rupture **≈ 90 à 150 Md€/an** (refonte fiscale, bascule cotisations-CSG ou TVA sociale, assiette large, capital +30 à 50 ; retraites structurelles +15 à 20 ; suppression massive niches et aides +20 à 30 ; échelons territoriaux +5 à 10 ; croissance si le pari réussit +20 à 40).

Audit : **fourchette trop large pour conclure, l'incertitude est le résultat**. Théoriquement finançable, voire excédentaire, si tous les paris réussissent ; mais une contraction fiscale mal séquencée détruit la base qu'elle taxe (spirale déflationniste, le piège du super-excédent). Déficit et dette : dispersion maximale selon réussite ou échec.

Règles de rigueur appliquées : aucun double compte des effets de croissance ; suppressions de niches non comptées en recette nette intégrale ; baisses d'effectifs non converties en économie brute instantanée ; cessions d'actifs non comptées en désendettement réel.

ÉTAPE 5 — Réversibilité, risques, séquencement

Prudent. Réversibilité forte, risque faible. Chaque mesure peut être arrêtée. Revers : n'arme pas la souveraineté à la hauteur des enjeux ; gère le déclin proprement.

Ambitieux. Réversibilité moyenne, risque élevé. Effort sur deux législatures, friction sociale réelle. Séquencement : d'abord les leviers à rendement net positif ou coût nul (emploi seniors, union des marchés de capitaux, simplification, revue des aides) ; ensuite les investissements protégés par marches annuelles (école, défense, R&D) ; en dernier les réformes structurelles dures, engagées tôt car à rendement différé.

Disruptif. Réversibilité faible, risque maximal. C'est son talon d'Achille : une bascule fiscale de quinze points crée des perdants concentrés et des réactions comportementales mal modélisées ; une réforme constitutionnelle engage pour des décennies. Si le séquencement échoue, on obtient la récession et le désordre, pas la refondation. À ne tenter qu'avec un consentement social explicite.

ÉTAPE 6 — Tableau comparatif, verdict, recommandation

Critère	Prudent	Ambitieux	Disruptif
Souveraineté restaurée	Faiblement	Oui	Radicalement, si réussi
Déficit dans le mandat	Réduit lentement	Stabilisé	Très incertain
Cohésion sociale	Préservée	Sous tension gérable	Menacée si mal conduit
Réversibilité	Forte	Moyenne	Faible
Probabilité de tenir	Élevée	Moyenne	Faible
Transformation du pays	Limitée	Réelle	Radicale

Gagnants et perdants de la recommandation (non masqués). Gagnants : actifs, jeunes, base industrielle, crédibilité souveraine. Perdants : retraités aisés (indexation), bénéficiaires de niches et d'aides sans efficacité, échelons administratifs redondants, agents publics soumis à l'attrition.

Recommandation (PROPOSITION). Le scénario **Ambitieux**, avec le séquencement du Prudent en première année et l'interdiction explicite des irréversibilités du Disruptif. Il arme la souveraineté (défense à 3 %, R&D à 3 %, école, natalité) sans mentir sur le déficit, qu'il stabilise honnêtement au lieu de promettre un retour sous 3 % qui serait arithmétiquement faux. Le pilote n'est pas une cible chiffrée séduisante, c'est le solde primaire structurel

et la croissance potentielle relevée par le travail. On réarme d'abord, on désendette ensuite, une fois la base élargie.

Le Disruptif est écarté non par conservatisme, mais parce que son couple incertitude-irréversibilité est défavorable : il peut débloquent la croissance, il peut aussi la casser, et l'on ne pourra pas facilement revenir en arrière. Un candidat à qui l'on donne une liberté totale devrait commencer par se demander ce qu'il rend irréversible. Montesquieu, voisin de La Brède : « il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. »

Le mot de la fin

Le bien commun de la France se décide dans l'isolement, pas dans un modèle de langage. Mon rôle utile n'est pas de vous dire quoi vouloir, c'est de rendre les arbitrages lisibles. Ce texte est fait pour être contredit.

Chiffres de statut FAIT : cadre budgétaire 2025 (INSEE) ; LPM actualisée 2026 (ministère des Armées) ; EPR2 (EDF, 2025) ; budgets Éducation nationale, Justice, Recherche (PLF 2026, Sénat) ; DIRD (FIPECO) ; fécondité (INSEE 2026) ; contrainte HCFP (avis 2026) ; aides aux entreprises (IGF, Sénat, France Stratégie, Bozio-Wasmer). Tout le reste est HYPOTHÈSE, ESTIMATION ou PROPOSITION, tagué comme tel.